

# La Chine, nouvel impérialisme émergé

samedi 13 novembre 2021, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 13 novembre 2021).

**La formation d'un nouvel impérialisme [1] est un événement rarissime. Elle nécessite de multiples préconditions relevant de la situation internationale et des caractéristiques propres du pays considéré. De ce double point de vue, l'émergence chinoise nous a posé des questions inhabituelles.**

Sommaire

- [Au cœur de la mondialisation](#)
- [Les préconditions internationales](#)
- [Mutations chinoises](#)
- [Grande puissance, impérialisme](#)

Nous savions qu'un impérialisme pouvait naître en dehors de la sphère occidentale. Ce fut le cas du Japon. Cependant, il relevait d'un cadre d'analyse assez classique. La création des empires occidentaux n'était pas achevée en Asie du Nord-Est, les grandes puissances se disputaient le contrôle de la Chine, le pouvoir nippon pouvait réagir préventivement. Quant à la structure sociale du pays, elle nous semblait pour l'essentiel analogue à celle de pays d'Europe, l'avènement du Meiji (1868) assurant le passage d'un féodalisme tardif à un capitalisme moderne : industrialisation accélérée, constitution d'une puissante armée qui a fait magistralement ses preuves contre la Russie : pour la première fois, une puissance européenne était défaite par un pays asiatique, un événement majeur qui provoqua un tremblement de terre géopolitique [2]... Le Japon fut donc le dernier Etat impérialiste à pouvoir se former à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle.

La transformation de l'immense Empire russe en impérialisme moderne a en effet échoué, du fait notamment des conséquences de sa défaite face au Japon lors de la guerre russo-japonaise (1904-1905) : ses capacités militaires s'effondrent, sa flotte navale ayant été détruite en deux temps : celle basée en Sibérie d'abord et ensuite, celle basée dans la Baltique, envoyée en renfort. Sur le plan politique intérieur, la débâcle a pour contrecoup la révolution de 1905 qui initie la crise du régime tsariste. Battue à l'Est par le nouvel impérialisme nippon, puis à l'Ouest par l'Allemagne durant la Première Guerre mondiale, la Russie est en passe de devenir un Etat dépendant ou dépecé - un sort auquel elle échappe grâce à la révolution de 1917.

Avec la formation des empires coloniaux, un premier partage du monde est quasiment accompli ; dorénavant l'enjeu des conflits interimpérialistes sera la remise en cause de ce partage.

## **Au cœur de la mondialisation capitaliste et des tensions géopolitiques**

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, la Chine de Xi Jinping s'est imposée comme la deuxième puissance mondiale, au cœur de la mondialisation capitaliste. Elle se projette sur tous les continents et tous les océans. Pour Xi, « *A l'heure de la mondialisation économique, l'ouverture et l'intégration sont une tendance historique irrépressible. L'érection de murs ou le "découplage" vont à l'encontre des lois économiques et des principes du marché* ». Philip S. Golub note ainsi que « *le parti-Etat se pose en*

*champion du libre-échange et de la finance mondiale* », desserrant l'accès, en faveur de grands groupes étatsuniens, à « *certaines segments des marchés de capitaux nationaux (...) et délivrant des licences pour qu'ils puissent exploiter des filiales à 100%, ou à participation majoritaire (...)* ». Pour *The Economist* du 5 septembre 2020, « *La Chine crée des opportunités [auxquelles le capital étranger ne s'attendait pas, du moins pas aussi vite]*. » L'ampleur des flux entrants de capitaux étatsuniens en Chine est difficile à estimer parce que « *de nombreuses sociétés chinoises émettant des actions ont des filiales dans les paradis fiscaux offshore.* » Selon un rapport publié par *Investment Monitor* le 13 juillet 2021, la Chine a plus de filiales dans les îles Caïmans que tout autre pays « *après les Etats-Unis, le Royaume-Uni et Taïwan* » [3].

« *Capable de dicter ses conditions dans les secteurs industriels-clés* » [4], l'Etat chinois pilote l'avion Chine, nourrissant un vaste réseau de patronage renforcé par la capacité du parti d'imposer une surveillance généralisée de la société. Nous n'avons pas à faire à un « socialisme de marché aux caractéristiques chinoises », mais à un capitalisme d'Etat effectivement doté de « *caractéristiques chinoises* » [5]. De l'Inde à la Corée du Sud, que l'Etat pilote le développement économique n'a rien de nouveau en Asie. Sous des formes diverses, bien des oligarchies dominantes combinent capital privé, capital militaire et capital d'Etat. Le lien entre eux se fait souvent par le biais des grandes familles possédantes.

Héritière d'une histoire longue particulièrement complexe, la formation sociale chinoise est très hétérogène. Atelier du monde, son économie reste pour une part dépendante de capitaux étrangers et de l'importation de composants ou pièces détachées. Elle offre, pour une autre part, les bases d'un développement international indépendant. Dans certains secteurs, elle produit des technologies avancées, dans d'autres, elle n'arrive pas à combler son retard - comme en matière de semi-conducteurs de pointe. Elle traverse des crises de surproduction (et de la dette) de type capitaliste qui frappent de plein fouet l'immobilier, symbolisé par la quasi-faillite du géant Evergrande [6]. Jusqu'à maintenant, tous les pronostiques annonçant l'éclatement de la bulle immobilière ont été démentis [7] - mais cela ne veut pas dire que cela restera le cas. Comme le note Romaric Godin, « *La messe n'est pas encore dite sur une éventuelle crise chinoise, mais les contradictions du capitalisme d'État de la République populaire semblent se creuser de plus en plus.* »

A partir des années 1980, la direction chinoise a préparé son expansion internationale. Discrètement sous Deng Xiaoping, agressivement sous Xi Jinping. Cette expansion a des ressorts économiques intérieurs (trouver des débouchés à des secteurs à faible rentabilité et en surproduction, comme l'acier, le ciment, ou la main-d'œuvre). Elle fait appel à de profonds ressorts culturels - redonner à l'Empire du Milieu sa centralité, effacer l'humiliation de la domination coloniale, offrir une alternative globale au modèle occidental de civilisation. Elle nourrit un nationalisme de Grande Puissance légitimant le régime et son ambition de contester la suprématie des Etats-Unis.

Nous nous retrouvons dans une situation « classique » où la grande puissance établie (les Etats-Unis) se confronte à l'émergence d'une puissance en pleine croissance (la Chine).

## **Les préconditions internationales**

Comment ce qui était devenu impossible au début du XX<sup>e</sup> siècle (l'émergence d'un nouvel impérialisme) a pu se réaliser au tournant du XXI<sup>e</sup> ? Au risque de simplification, relevons deux temps.

A la suite des révolutions russe (1917) et chinoise (1949), la majeure partie de l'Eurasie a échappé à la domination directe des impérialismes nippo-occidentaux, conquérant une position d'indépendance sans laquelle rien de ce qui s'est passé ultérieurement n'aurait été possible.

A la suite de la défaite internationale des mouvements révolutionnaires dans les années 1980 d'une part et, d'autre part, de la désintégration de l'URSS, l'aile dominante de la bourgeoisie internationale a commis le péché de triomphalisme, pensant que son règne sans partage était dorénavant assuré. Elle n'a pas envisagé, semble-t-il, que l'ordre mondial néolibéral qu'elle imposait pourrait être utilisé par Pékin à son profit, avec le succès que l'on sait.

## Mutations chinoises

Les analyses qui affirment que l'actuelle politique internationale chinoise ne serait pas impérialiste s'appuient sur la continuité du régime de 1949 à nos jours, mais cette continuité n'est que *nominale* : République populaire (RPC), Parti communiste (PCC), important secteur économique d'Etat. Il y a certes des continuités, notamment culturelles, dont la longue tradition bureaucratique de l'Empire qui pare les régimes contemporains d'une « normalité » historique. Les discontinuités l'emportent pourtant - et de loin. Il y a en effet eu révolution et contre-révolution, comme en témoignent les bouleversements successifs des classes sociales.

**La position du prolétariat industriel.** Quand la République populaire a été proclamée, le PCC a dû se reconstituer une base sociale dans les centres urbains. Pour se faire, il s'est attaché la classe ouvrière, dans les deux sens du terme : en se la subordonnant et en lui assurant des avantages sociaux considérables.

Politiquement, la classe ouvrière est maintenue sous le contrôle du parti ; elle ne « dirige » ni l'entreprise ni le pays. Les travailleur.es sont assignés à des unités de travail un peu comme des fonctionnaires territoriaux dans la tradition française. La classe ouvrière des nouvelles entreprises d'Etat bénéficie néanmoins d'avantages sociaux considérables (emploi à vie, etc...). Aucune autre couche sociale n'a une position sociale aussi avantageuse, à part, bien entendu la bureaucratie des organes de pouvoir politico-étatiques.

**Le statut des femmes populaires.** Les deux lois emblématiques adoptées au lendemain de la conquête du pouvoir bénéficient aux femmes *du peuple* : l'égalité des droits dans le mariage et une réforme agraire qui les inclue [8].

**Les anciennes classes dominantes.** Une fois la République populaire consolidée [9] et quel que soit le sort individuel de tel ou tel membre des élites chinoises, les anciennes classes dominantes (bourgeoisie urbaine et *gentry* rurale) sont désintégrées.

Le régime maoïste se consolide à l'issue d'une révolution sociale, nationaliste, anti-impérialiste et anticapitaliste - un processus de révolution permanente [10]. Il a de profondes racines populaires, mais il n'en est pas moins autoritaire, façonné notamment par des décennies de guerres. L'héritage démocratique des mobilisations sociales propres à la stratégie de la « guerre du peuple » reste vivace, mais le parti-Etat n'en constitue pas moins le cadre au sein duquel la bureaucratisation (un processus) se développe. Ce n'est pas le socialisme, mais une société de transition dont l'aboutissement est incertain [11].

**La crise du régime maoïste.** Toutes les contradictions inhérentes au régime maoïste explosent lors de la mal nommée Révolution culturelle (1966-1969) [12] : une crise globale d'une grande complexité qu'il n'est pas possible de résumer ici, durant laquelle l'administration et le parti ont volé en éclat - seule l'armée restant à même d'intervenir de façon cohérente à l'échelle nationale. Mao a finalement fait appel à elle pour imposer un retour répressif à l'ordre, se retournant contre les gardes rouges et groupes d'ouvriers dont il avait le soutien. Il a ouvert la voie, durant les années 1970, à la dictature obscurantiste de la « Bande des Quatre », victoire ultime de la contre-révolution bureaucratique.

L'aboutissement catastrophique de la GRCP [13] sanctionne la crise terminale du régime maoïste et la mort politique de Mao Zedong, dix ans avant sa mort physique [14].

La contre-révolution bureaucratique a créé un terreau favorable à la contre-révolution bourgeoise, brisant les mobilisations populaires et faisant apparaître le retour en grâce de Deng Xiaoping, un rescapé des purges de la GRCP, comme un retour à la raison. Quelques années plus tard, il est apparu que ce qui était dans les années 1960 une calomnie justifiant les purges était devenu une réalité dans les années 1980 : Deng incarne dorénavant l'option capitaliste au sein de la nouvelle direction du PCC.

**La contre-révolution des années 1980.** Sous l'impulsion de Deng Xiaoping, l'aile marchante de la bureaucratie prépare sa mutation, sa « bourgeoisification » et la réinsertion du pays dans le marché mondial capitaliste. Elle bénéficie pour ce faire d'atouts exceptionnels :

- Concernant l'héritage du régime maoïste : un pays, une industrie et une technologie indépendants, une population éduquée, qualifiée...
- Concernant l'héritage de la période coloniale : Hong Kong (colonie britannique), Macao (colonie portugaise), Taïwan (protectorat US) sont des portes grandes ouvertes sur le marché mondial et la finance internationale offrant des savoir-faire en gestion qui n'existent pas sur continent et permettant des transferts de technologies (Macao étant un canal idéal pour contourner législations et réglementations)...
- La possibilité de collaborer avec le puissant capital chinois transnational sur la base d'un compromis solide : ce dernier reçoit un traitement privilégié en Chine, alors qu'il sait que seuls le gouvernement et le PCC peuvent garantir le maintien de l'unité du pays-continent.
- Le poids intrinsèque de la Chine (sa taille géographique et démographique) - un pays comme le Vietnam peut suivre la même évolution que son voisin, mais ne saurait postuler au rang de grande puissance pour autant.

La transformation capitaliste accélérée de la Chine ne s'est pas accomplie sans infliger une défaite historique aux classes populaires lors de la répression massive dite de Tiananmen en avril 1989 (tout le pays étant concerné et pas seulement Pékin) [15]. Une défaite qui s'inscrit dans le nouvel agencement des classes sociales.

• **Le prolétariat.** La classe ouvrière des entreprises d'Etat a opposé une résistance obstinée à l'intensification du travail exigée par les autorités si bien qu'en dernier ressort, le pouvoir a décidé de la retirer en grande partie de la production, tout en continuant à la rétribuer sous divers artifices. L'exode rural a permis de constituer un nouveau prolétariat, notamment dans les zones franches. Féminin à 70%, il s'agissait à cette époque de travailleuses chinoises sans papiers (il était interdit en Chine de changer de résidence sans autorisation officielle). La main-d'œuvre parfaite pour la surexploitation qui caractérise la période d'accumulation primitive du capital. La première génération d'immigrées de l'intérieur subissait en attendant de retourner au village. La seconde a engagé la lutte pour sa régularisation avec le soutien de nombreuses associations.

• **L'ordre social et idéologique est inversé.** Les élites intellectuelles, hier au plus bas de la hiérarchisation sociale, sont à nouveau chantées. Les femmes populaires sont invisibilisées. Deng Xiaoping prône les vertus du « ruissellement » (l'enrichissement des un.es est censé annoncer l'enrichissement de tou.tes). Le secteur économique d'Etat opère dorénavant en symbiose avec le capital privé. La Chine comprend un chiffre record de milliardaires, qui se retrouvent dans les organes dirigeants du PCC.

## **Grande puissance, impérialisme et interdépendance**

Il n'y a pas de grande puissance capitaliste qui ne soit impérialiste. La Chine ne fait pas exception. Quelques exemples.

- La mise au pas de sa « périphérie ». Grâce au développement d'un réseau de transports à grande vitesse, le Tibet est devenu l'objet d'une colonisation de peuplement. Dans le Turkestan oriental (Xinjiang), la population ouïghoure à majorité musulmane est soumise à un ensemble de mesures allant de l'assimilation forcée à l'internement de masse avec en ligne de mire un génocide au moins culturel [16]. Le traité qui garantissait le respect des droits démocratiques reconnus à la population de Hong Kong lors de rétrocession de la colonie (« *un pays, deux systèmes* ») a été unilatéralement dénoncé par Xi Jinping. Après des années de résistance populaire, Pékin a imposé son ordre répressif, criminalisant les organisations indépendantes (contraintes de se dissoudre), condamnant à de lourdes peines toute dissidence [17]. Du droit d'autodétermination, de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, il n'est plus question aux marches de l'Empire.
- Pour protéger ses investissements à l'ère des « nouvelles routes de la soie » et s'assurer d'un accès à l'océan indien (les « corridors ») [18], Pékin n'hésite pas à soutenir les pires dictatures (comme en Birmanie) et à s'ingérer dans les affaires intérieures d'un pays (comme au Pakistan).
- La paralysie temporaire des Etats-Unis (englués au Moyen-Orient) a permis à Xi Jinping de militariser l'ensemble de la mer de Chine du Sud, prenant le contrôle de territoires maritimes appartenant aux pays riverains, des Philippines au Vietnam. Pékin dénonce (à raison) la politique de grande puissance étatsunienne dans la région, mais n'hésite pas à user de la supériorité écrasante de ses forces navales à l'encontre de ses voisins.
- Pour sécuriser ses voies maritimes (marchandes ou militaires), Pékin prend possession de ports dans de nombreux pays, du Sri Lanka à la Grèce, en usant quand il le faut de l'arme de la dette. Un défaut de remboursement peut lui permettre d'exiger qu'un territoire portuaire devienne une concession chinoise pour une durée qui peut aller jusqu'à 99 ans (ce qui était le statut colonial de Hong Kong !).
- En se projetant à l'international, la Chine participe maintenant au découpage de zones d'influences dans l'océan Pacifique sud en revendiquant un important espace maritime [19].

Les Etats-Unis étaient et restent la principale puissance impérialiste, première source de militarisation, de guerres et d'instabilité mondiales. Il importe de le souligner. La question de l'impérialisme US est traitée dans un autre article de ce dossier de la revue *l'Anticapitaliste*. Je n'y reviens pas ici, si ce n'est pour noter que Joseph Biden a réussi à recentrer la stratégie étatsunienne sur le théâtre majeur d'opérations indopacifique. Obama l'avait voulu, mais n'avait pas réussi à le faire [20], englué au Moyen-Orient [21]. Il y a une continuité entre la politique de Donald Trump et celle de Joe Biden [22]. La politique de ce dernier apparaît cependant plus cohérente que ne le fut celle de Donald Trump [23].

Face à la menace étatsunienne, le régime maoïste avait développé une stratégie défensive dont le pivot était l'armée de terre, la mobilisation populaire et les dimensions du pays : un envahisseur s'y perdrait. En revanche, une grande puissance doit s'affirmer dans les océans (ainsi, aujourd'hui, que dans l'espace et en matière d'intelligence artificielle). Les forces aéronavales ont constitué le premier pivot militaire de la politique de Xi Jinping qui mobilise les ressources du pays pour progresser rapidement dans les autres domaines.

Ce faisant, l'actuel régime chinois participe à la dynamique de militarisation du monde (et donc à

l'aggravation de la crise climatique). Certains, à gauche, évoquent le « droit » de la Chine à exiger sa place au soleil, mais depuis quand devrions-nous défendre les « droits » d'une puissance, et non des peuples ?

La tension entre Washington et Pékin sur la question de Taïwan est aujourd'hui à son comble [24]. Deux logiques s'opposent. Celle d'Etats engagés dans une compétition sévère, durable, et celle de la mondialisation capitaliste où l'interdépendance en matière de technologies, de chaînes de production - les « chaîne de valeur » -, de commerce ou de finance prime. La compétition se mène en tous domaines et des « camps » apparaissent dans un marché et une finance mondialisés. Quelles que soient les contradictions auxquelles la mondialisation fait aujourd'hui face, la « démondialisation » *capitaliste* de l'économie apparaît une gageure. L'interdépendance est telle que l'on peut penser qu'une guerre n'est dans l'intérêt des classes bourgeoises ni de Chine ni des Etats-Unis ; mais la tension est telle que l'on ne peut exclure un dérapage aux conséquences explosives.

La situation est d'autant plus instable que les deux présidents Biden et Xi font face à une situation intérieure fragile.

Où va la Chine ? Je me garderais, pour ma part, de tenter de répondre à cette question que je laisse à plus savant que moi. Si encore c'était le PCC qui dirigeait le pays, mais ce n'est plus le cas. C'est la clique de Xi Jinping. Ce dernier a imposé un changement de régime politique [25]. Hier, une direction collégiale permettait de préparer la succession des générations à la tête du parti, un facteur de stabilité. Aujourd'hui, la fraction Xi Jinping truste seule les pouvoirs. Après de sanglantes purges et la modification de la Constitution, il peut prétendre diriger à vie.

En Chine aussi, la sélection du personnel politique devient irrationnelle par rapport aux intérêts collectifs des classes dominantes.

**Pierre Rousset**

---

**P.-S.**

- Version longue d'un article publié dans la revue *l'Anticapitaliste* n° 130 de novembre 2021.

---

**Notes**

[1] Le terme d'impérialisme peut être utilisé dans des contextes historiques variés. Il a ici celui de grande puissance capitaliste.

[2] Pierre Rousset, 4 juin 2017, « [La crise coréenne et la géopolitique en Asie du Nord-Est : du passé au présent](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41214) », ESSF (article 41214) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41214>

[3] Philip S. Golub, « Contre Washington, Pékin mise sur la finance », *Le Monde diplomatique*, novembre 2021, p.13.

[4] Philip S. Golub, *op. cit.*



[5] Au Loongyu, mai 2014, « [What is the nature of capitalism in China ? - On the rise of China and its inherent contradictions](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35764) », Europe solidaire sans frontières (ESSF, article 35764) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35764>

[6] Voir Romaric Godin, 9 septembre 2021, « Les contradictions du modèle chinois », Mediapart. Disponible sur ESSF (article 59659), « [Chine : le géant de l'immobilier Evergrande au bord du gouffre - Les contradictions du modèle chinois](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article59659) » : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article59659>

[7] Ce que reconnaît Paul Krugman concernant ses propres prévisions dans le *New York Times* du 22 octobre 2021.

[8] Bien entendu, le « plafond de verre » et le patriarcat ne disparaissent pas pour autant de la société.

[9] Malgré l'épreuve de la guerre de Corée qui débute en 1953 et constitue un véritable scénario catastrophe pour Pékin qui avait pour priorité la reconstruction du pays.

[10] Pierre Rousset, « L'expérience chinoise et la théorie de la révolution permanente », revue *L'Anticapitaliste* n°126 (mai 2021). Disponible sur ESSF (article 58489), « [L'expérience chinoise et la théorie de la révolution permanente](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article58489) » : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article58489>

[11] C'est pourquoi il est préférable de ne pas utiliser la formule de société de transition *au socialisme*.

[12] Il est devenu courant de nommer « Révolution culturelle » toute la période 1966-1976. C'est confondre dans une même périodisation les années de « tumultes » qui précèdent la répression de 1968-1969, et celles d'une instable normalisation bureaucratique.

[13] GRCP : Grande Révolution Culturelle Proletarienne.

[14] Pierre Rousset, « [La Chine du XX<sup>e</sup> siècle en révolutions - II - 1949-1969 : crises et transformations sociales en République populaire](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article13546) », ESSF (article 13546) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article13546>

[15] Voir notamment les deux articles de Jean-Philippe Béja réunis sur ESSF (article 46572) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article46572>

[16] Daniel Tanuro, « Retour sur l'histoire du Turkestan oriental », 28 avril 2021, Gauche anticapitaliste (Belgique).. Disponible sur ESSF (article 57947), « [Xinjiang \(Chine\) - Retour sur l'histoire du Turkestan oriental et la géopolitique de l'Asie centrale](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article57947) » : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article57947>

[17] Alain Baron, 27 août 2021, « [Le mouvement de 2019 à Hong Kong, et son écrasement](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article59294) », Europe solidaire sans frontières (ESSF, article 59294), « [Le mouvement de 2019 à Hong Kong, et son écrasement](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article59294) » : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article59294>

[18] Pour une vue d'ensemble de cette question, voir Globalization Monitor, *China's overseas*

*investments in the Belt and Road Era. A people's and environmental perspective*, août 2021.

[19] Voir notamment la carte qui accompagne l'article de Nathalie Guibert dans *Le Monde* daté du 10 et 11 octobre 2021.

[20] Simon Tisdall, 25 septembre 2016, *The Guardian* :  
<https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/sep/25/obama-failed-asian-pivot-china-ascendancy>

[21] Biden s'appuie notamment sur Israël, l'Arabie saoudite ou l'Égypte pour « policer » cette région du monde.

[22] Dianne Feeley, « La politique étrangère de l'administration Biden », *L'Anticapitaliste* :  
<https://lanticapitaliste.org/actualite/international/la-politique-etrangere-de-ladministration-biden>  
Disponible sur ESSF (article 60146), « [Etats-Unis : la politique étrangère de l'administration Biden](#) » :  
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article60146>

[23] Dan La Botz, 13 octobre 2021, « Biden concentre sa politique étrangère sur la Chine », *L'Anticapitaliste* :  
<https://lanticapitaliste.org/actualite/international/aux-usa-biden-concentre-sa-politique-etrangere-sur-la-chine>  
Disponible sur ESSF (article 59821), « [Etats-Unis - Biden concentre sa politique étrangère sur la Chine](#) » :  
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article59821>

[24] Brian Hioe, 4 novembre 2021 « Caught Between the Two Superpowers. Taiwan Amidst US-China Great Powers Rivalry », *Spectre* :  
<https://spectrejournal.com/caught-between-the-two-superpowers/>  
Disponible sur ESSF (article 60077), « [Caught Between the Two Superpowers — Taiwan Amidst US-China Great Power Rivalry](#) » :  
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article60077>

[25] Au Loongyu, Pierre Rousset, 22 octobre 2017, « Le 19<sup>e</sup> congrès du Parti communiste chinois - La modernisation par une bureaucratie prémoderne », ESSF (article 42298) :  
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42298>  
Pierre Rousset, 3 décembre 2017, ESSF (article 42569), « [Le 19<sup>e</sup> congrès du Parti communiste chinois et les ambitions mondiales de la direction Xi Jinping](#) » :  
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42569>